

Crédit à l'intérêt hypothécaire

Les députés néo-démocrates ont également déclaré que le bill ne profite qu'à un groupe spécial. Je suis tout à fait d'accord. Ce groupe spécial est composé de 3.8 millions de propriétaires canadiens. Et quand bien même le bill visait un groupe particulier? Toute mesure fiscale, toute déduction d'impôt, toute exemption s'applique à un groupe particulier et pas nécessairement à tout le monde. La sécurité de la vieillesse s'applique certes à un groupe particulier. Rejetteraient-ils ce programme parce qu'il s'adresse à un groupe privilégié?

Le fait est que les propriétaires canadiens sont des travailleurs. Ce sont nos voisins, ceux qui travaillent pour les multinationales et ceux qui dirigent des petites entreprises. Ce groupe forme la base du pays et je n'hésite aucunement à appuyer un bill qui lui accordera une certaine importance et une certaine protection.

● (1530)

Plusieurs députés de l'opposition ont soutenu que ce projet de loi n'était d'aucune utilité pour les locataires. Ces députés-là ont sûrement perdu contact avec la réalité. En fait, le projet de loi doit vraiment inciter les locataires à devenir propriétaires. Étant donné les principes de nationalisation et d'universalité que défendent les néo-démocrates, si ces gens-là étaient au pouvoir, chacun d'entre nous serait locataire de son logement. Nous n'aurions pas le privilège de posséder nos maisons, privilège pour lequel des milliers de nos aïeux sont morts.

Les néo-démocrates se targuent toujours d'universalité et de nationalisation. Si les choses ne vont pas à leur goût, on nationalise. Ils nous feraient remonter au milieu du XVIII^e siècle où le servage était de règle et qui a coûté la vie à un grand nombre de nos ancêtres.

Le coût de la vie est moins élevé pour les locataires que pour les propriétaires. Cela s'explique parce que les propriétaires d'immeubles locatifs peuvent déduire leurs frais d'hypothèque et leurs taxes de leur revenu brut. En réalité, ce ne sont pas tellement les loyers qui profitent à ces propriétaires. Ce qui leur est avantageux, ce sont plutôt les dégrèvements pour frais de capital et pour les gains en capital provenant de leurs propriétés. Les néo-démocrates interdiraient ce genre de pratique. Personne n'aurait le droit d'acheter une maison, de déduire les frais d'intérêt ni de toucher des gains en capital.

Des députés de l'opposition ont également soutenu que cette incitation n'avait pas de valeur sociale. Pourtant, je ne vois pas de meilleure mesure sociale que d'encourager les gens à posséder leurs maisons. Tous ceux qui ont habité des tours d'appartements savent à quel point ils perdent le sens de l'appartenance à une collectivité. Cependant, quand on est propriétaire d'une maison, qu'on a des voisins, qu'on fréquente la patinoire du quartier, le sentiment d'appartenance est très fort.

Pour ce qui est des cris et des gémissements des libéraux, on sait trop bien que leur unique regret est de ne pas y avoir songé les premiers. Il n'y a pas d'autre explication à leur attitude.

Le député de Broadview-Greenwood, entre autres, a fait valoir que le gouvernement ne pouvait miser sur les deux tableaux. En réalité, le NPD, lui, se trouve dans la terrible situation de ne pas pouvoir miser sur les deux tableaux. Les membres de ce parti savent que pour se conserver la faveur d'à peine 17 p. 100 des électeurs, ils doivent continuellement crier

au profit, à l'exploitation, aux multinationales. Cependant, ils aimeraient aussi obtenir plus de voix. Ils voudraient former le gouvernement, un jour. Pour y arriver, il leur faut amadouer la petite entreprise, et c'est là qu'ils ne peuvent miser sur les deux tableaux. On ne peut crier aux profiteurs parasites, à la nationalisation, à l'universalité et en même temps attaquer les petites entreprises et les propriétaires de maisons qui font vivre le pays. Il leur faut prendre parti.

En résumé, compte tenu de l'état actuel de notre droit en matière d'impôt sur le revenu, qui est incroyablement complexe et embrouillé et dont la rationalisation exige une énorme somme de travail, compte tenu de l'état actuel du régime, compte tenu de l'état actuel de nos comptes nationaux et compte tenu aussi du fait que l'histoire d'amour des dix dernières années des partis libéral et NPD a pratiquement détruit le pays, il est grand temps que nous accordions un statut spécial et un crédit d'impôt aux particuliers qui sont propriétaires de maisons au Canada. J'appuie donc ce bill sans aucune hésitation.

M. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur l'Orateur, permettez-moi de dire que j'attendais avec impatience l'occasion de participer au débat aujourd'hui et qu'en fait j'étais prêt à y participer hier soir. J'ai le cœur un peu gros, en prenant la parole cet après-midi, suite aux nouvelles d'aujourd'hui qui ont profondément touché tous les députés de ce côté-ci de la Chambre, ce qui explique sans doute pourquoi nous ne sommes pas trop nombreux cet après-midi.

Ceci dit, je voudrais parler brièvement de certains propos que les députés d'en face et d'autres qui sont à ma gauche ont tenus pour ensuite démontrer à la satisfaction de tous, je crois, que ce bill était une monstruosité et un désastre.

J'ai été très impressionné par l'éloquence du ministre des Travaux publics (M. Nielsen). Je n'avais jamais eu l'occasion d'entendre le ministre lorsqu'il s'engageait vraiment dans un débat à la Chambre. Je me suis rappelé pendant son discours que j'avais rencontré à plusieurs reprises et que j'avais admiré pendant bien des années le frère du ministre des Travaux publics, un excellent acteur canadien bien connu du nom de Leslie Nielsen. Il est bien évident, après avoir vu le ministre à l'œuvre, que son frère Leslie a appris son métier d'un maître en la matière. Je l'ai vu prononcer avec sincérité un discours à la fois révoltant et mélodramatique, et c'est certainement là la marque d'un grand talent de tragédien.

J'ai écouté le député de Broadview-Greenwood (M. Rae), comme cela m'arrive souvent puisque nous semblons prendre l'habitude de parler l'un après l'autre. Je dois dire que, depuis le début de la session, c'est l'une des premières fois que j'étais en grande partie d'accord avec ce qu'il a dit. Il a critiqué le bill et décrit les besoins essentiels en matière de logement, en montrant que le fond du problème est une question de moyens financiers; c'est particulièrement vrai dans ma circonscription de Saint-Henri-Westmount.

J'ai par contre été offusqué par certaines de ses observations, notamment quand il a semblé confondre la politique sociale qu'il attribuait aux libéraux avec ce qui est sûrement le fondement de la sienne. Je fais allusion au moment où il a dit que la politique sociale des libéraux pouvait se résumer par «rien pour tout le monde».